



Comité National de la Dette  
Publique



Caisse Autonome  
d'Amortissement du  
Cameroun

## Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°04/21-Avril 2021

**21 Mai 2021**

**Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun**

**Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique**

**B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29**

**Site internet : [www.caa.cm](http://www.caa.cm) ♦ E-mail : [caa@caa.cm](mailto:caa@caa.cm)**

**La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun**, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019,

Assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP), créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présente la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°04/21-avril 2021 qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique sur la période.

Dans cette conjoncture, il est entendu par dette publique, l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette est défini comme une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, cette dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale. La dette garantie étant celle contractée par une entité publique avec une garantie donnée par l'Administration Centrale. Le champ de la dette publique s'étend progressivement de l'Administration Centrale vers l'ensemble du secteur public, suivant la disponibilité des informations.

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL .....	3
I.1.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....	3
I.2.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL .....	4
II.	ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC .....	4
II.1.1.	DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....	5
II.1.2.	DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....	6
II.2.	DETTE AVALISEE PAR L'ETAT .....	8
II.3.	DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS .....	9
II.3.1.	DETTE INTERIEURE AUPRES DU SYSTEME BANCAIRE .....	9
II.3.2.	DETTE EXTERIEURE DIRECTE NON AVALISEE PAR L'ETAT .....	9
III.	SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....	10
III.1.	DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....	10
III.2.	DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....	12
III.2.1.	DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER .....	12
III.2.2.	VARIATION DES RESTES A PAYER .....	13
IV.	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	13
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES .....	13
IV.2.	DECRETS D'HABILITATION .....	13
IV.3.1.	Décaissements sur financements extérieurs .....	14
IV.3.2.	Décaissements sur financements intérieurs .....	16
IV.4.	SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE .....	16
IV.4.1.	SEND's Extérieurs .....	16
IV.4.2.	SEND's INTÉRIEURS .....	17
V.	INDICATEURS D'ENDETTEMENT .....	19
V.1.	PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE hors Restes à Payer de moins de 3 mois .....	19
V.2.	REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE .....	19

# I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

## I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Un an après l'irruption de la pandémie mondiale de COVID-19, et suivant la mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du mois d'avril 2021, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit une croissance mondiale rapide et souligne des disparités grandissantes entre les pays en 2021.

En effet, la croissance mondiale devrait atteindre 6% en 2021, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage par rapport aux prévisions effectuées au début de l'année. Il s'agit de la meilleure performance économique mondiale depuis 1976. L'amélioration de ces prévisions est due entre autres au déploiement rapide des campagnes de vaccination ainsi qu'à la mise en place des plans de soutien massifs, notamment le plan de relance des Etats Unies, d'un montant de 1 900 milliards de dollars US annoncé par le Président Joe Biden.

Concernant la dette publique mondiale, elle s'est considérablement alourdie avec la crise sanitaire. En effet, selon le FMI, la dette publique mondiale est passé de 83,5% du PIB en 2019 (date d'avant crise) à 99,5 % du PIB en 2021.

Dans les pays avancés, la croissance économique en 2021 est projetée à 5,1%, contre 4,3% évaluée il y a trois mois. La dette publique y est évaluée à 124,9 % du PIB en 2021.

Aux États-Unis, la croissance pourrait atteindre 6,4% en 2021, soit une hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'il y a trois mois et près du double de celles d'octobre 2020. Il s'agit d'une performance exceptionnelle, jamais observée depuis le début des années 1980. La dette publique américaine est évaluée à 132,5% du PIB par le FMI en 2021.

Au Japon le FMI relève à 3,3% le nouveau taux de croissance en 2021, soit une hausse de 0,2 point des prévisions de croissance de janvier 2021. Quant à la dette publique, elle devrait représenter en 2021 à 258,7% du PIB.

Concernant la zone euro, la croissance de 2021 est relevée de 0,2 point par rapport aux prévisions de janvier 2021 évalué à 4,2%. La dette publique des Etats membres de la zone euro est projeté à 99% du PIB par le FMI.

En France, le FMI estime la croissance du PIB de 2021 à 5,8% contre 5,3% dans la précédente prévision, soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage en glissement trimestriel. Selon l'INSEE, au cours du mois d'Avril 2021, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1% sur un mois et de 1,2% sur un an. Quant à la dette publique française, elle est projetée à 117,6% du PIB en 2021.

Dans les pays émergents, la croissance économique en 2021 devrait se chiffrer à 6,3%, selon le FMI. Aussi, l'institution de Bretton Woods y estime en 2021 la dette publique à 65,3% du PIB.

En Chine, la croissance de l'économie a atteint 18,3% en glissement annuel au premier trimestre 2021, et 0,6% en glissement trimestriel corrigé des variations saisonnières. Quant à la dette publique, elle devrait se situer à 69,4% du PIB en 2021, soit une augmentation de 4,2 points en glissement annuel.

En Afrique Subsaharienne, bien que les perspectives se soient améliorées depuis Octobre 2020, la contraction de 1,9% de l'activité économique observée en 2020 reste le pire résultat jamais enregistré par la région. D'après les prévisions du FMI, en 2021, l'Afrique subsaharienne sera la région du monde où la croissance sera plus lente avec une croissance de 3,4%.

La croissance de l'économie sud-africaine Selon le FMI, devrait reprendre en 2021 pour s'établir à 3,1% du PIB, et se stabiliser en 2022 à 2%. Le FMI prévoit également un déficit budgétaire en légère baisse de 7,8% pour l'année 2021, qui devrait diminuer à 7,4% en 2022. La dette publique de la nation arc-en-ciel est projetée à fin 2021 à 84,9 % du PIB contre une estimation de 77,7% du PIB en 2020.

Au Nigéria, selon le FMI, le taux de croissance du PIB réel devrait se situer à 2,5% en 2021, contre une estimation de -1,8% en 2020. Cette reprise projetée est tributaire de la hausse des cours et de la production de pétrole. Pour ce qui est de la dette publique, elle est estimée par le FMI à 34,3% du PIB en 2021.

Dans la zone CEMAC, selon la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la reprise économique amorcée au cours de l'année 2021 devrait se consolider entre 2022 et 2024. En effet, il est prévu pour les années 2021 à 2024 des taux de croissance partant de 1,9% à 2,7% en 2022 et 2023, pour atteindre 3,4% en 2024. Ce redressement de l'économie de la CEMAC est impulsé principalement par les

performances du secteur non pétrolier. Aussi, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a tenu par visio-conférence, sa première session ordinaire de l'année le 13 avril 2021. De ces travaux, il ressort que le CPM a décidé de maintenir inchangés : (i) le Taux d'intérêt des Appels d'Offres à 3,25% ; (ii) le Taux de la facilité de prêt marginal à 5,00% ; (iii) le Taux de facilité de dépôt à 0,00% ; et (iv) les coefficients des réserves obligatoires à 7,00% sur les exigibilités à vue et 4,50% sur les exigibilités à terme.

**Graphique 1 : Libor USD 6 mois**



Source : Global rates

**Graphique 2 : Euribor 6 mois**



Source : Global rates

Période	15-déc.-19	15-mars-20	15-déc.-20	15-janv.-21	15-févr.-21	15-mars-21	15-avr.-21
	14-janv.-20	14-avr.-20	14-janv.-21	14-févr.-21	14-mars-21	14-avr.-21	14-mai-21
Monnaie / Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	2.61	2.31	1.22	1.19	1.20	1.21	1.32
> 5-8.5 years	2.64	2.32	1.39	1.39	1.45	1.54	1.82
> 8.5 years	2.74	2.42	1.63	1.66	1.77	1.91	2.27
Euro < 5 years	0.36	0.31	0.22	0.22	0.24	0.29	0.29
> 5-8.5 years	0.43	0.35	0.24	0.25	0.26	0.36	0.37
> 8.5 years	0.54	0.43	0.31	0.32	0.34	0.47	0.50

Taux de fin de période	2020		2021			
	Avril	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Dollar US	603.41	536.43	540.43	543.35	559.56	542.49
DTS	824.06	775.14	778.65	782.03	792.63	779.21
Yuan	85.56	82.17	84.11	83.86	85.39	83.87
Yen	5.66	5.20	5.16	5.10	5.05	4.98

Source : CS-DMRS

## 1.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Au plan national, l'environnement économique est marqué par (i) la signature le 04 mai par le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et l'ambassadeur de Chine au Cameroun de deux protocoles d'accords portant respectivement sur un « don sans contrepartie » de plus 25 milliards de FCFA et sur « l'annulation de certains prêts sans intérêts » pour un montant de plus de 10 milliards FCFA; (ii) la poursuite des échanges avec le FMI pour la conclusion d'un nouveau programme économique au cours de l'année 2021; (iii) les travaux en cours pour une éventuelle opération de refinancement de l'eurobond de 2015 par une émission à l'international d'un montant équivalant au précédent eurobond ; (iv) La révision des perspectives sur la note souveraine du Cameroun par l'agence de notation financière Fitch Ratings ; et (v) l'intensification de la lutte contre la pandémie COVID-19, avec l'approbation par la Banque Mondiale d'un appui estimé à 100 millions de dollars US (54 milliards de FCFA) destiné à aider le pays à éradiquer le virus, tout en accélérant les réformes en faveur de l'assainissement budgétaire et de la compétitivité.

S'inscrivant dans la concrétisation des engagements pris par le Chef d'Etat chinois lors des sommets de Beijing et du sommet extraordinaire virtuel sur la solidarité dans la lutte contre le COVID-19, les actions menées par la Chine contribuent au renforcement de la coopération sino-camerounaise. Ainsi, l'enveloppe relative aux dons sans contrepartie permettra la réalisation de projets socio-économiques visant l'amélioration des conditions de vie des populations, tandis que le second accord participe de l'allègement du poids de la dette du Cameroun vis-à-vis de son principal créancier.

S'agissant de l'opération de refinancement de l'eurobond de 2015, les travaux commis à cet effet sont à pied d'œuvre. L'objectif visé par l'opération est le rachat partiel ou total du titre REPCAM 9,5% 19 nov 2025 (nom de code de l'eurobond camerounais sur les marchés) d'un montant de 450,4 milliards de FCFA environ, en vue d'améliorer le risque de refinancement de la dette du Cameroun, dont les pics de remboursements du service de la dette étaient t projetés pour la période 2023-2025.

Aussi, l'agence de notation financière Fitch Ratings a révisé de « négative » à « stable » ses perspectives sur la notation souveraine du Cameroun. Toutefois, le pays reste dans la catégorie « très spéculatif ». Dans le cadre de l'opération de refinancement de l'eurobond susmentionné, ce relèvement des perspectives de la note souveraine du Cameroun est un signal positif envoyé aux investisseurs.

Suivant le cadrage budgétaire actualisé à fin avril 2021 et dont les travaux se poursuivent, l'estimation de la croissance en 2020 devrait être positive, contre une estimation précédente de -2,6%. Pour les années 2022 et 2023, les croissances projetées sont respectivement de 4,4% et 4,1%. L'inflation reste estimée à 2,5%, en dessous du seuil de 3%, tirée par les produits alimentaires et les activités de logement. Les villes de Buea et Bertoua ont été fortement sujettes à l'inflation.

## II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Évalué au 30 avril 2021 à 10 551 milliards de FCFA, l'encours de la dette du secteur public recensé connaît une variation positive de 5,1% en glissement annuel et une baisse de 0,6% par rapport au mois précédent. Il représente désormais 44,1% du PIB. Cet encours se compose de : (i) 91,2% de dette directe et garantie par l'Administration Centrale ; (ii) 8,8% de dette des établissements et entreprises publiques.

Sur la base des nouvelles informations, l'encours de la dette du Secteur Public au 31 décembre 2020 a été mis à jour pour tenir compte de la prise en compte des nouvelles dettes structurées des Marketers dont l'encours est évalué à 32,4 milliards de. Désormais, cet encours est estimé à 10 367 milliards de FCFA contre 10 334 milliards de FCFA estimés dans les précédentes publications.

L'encours de la dette directe de l'Administration Centrale est estimé au 30 avril 2021 à 9 595 milliards de FCFA, soit 40% du PIB. Il en baisse de 0,7% par rapport au mois précédent et en hausse de 5,3% en glissement annuel. Cet encours se constitue de : (i) 70,7% de dette extérieure ; (ii) 29,3% de dette intérieure y compris les Restes à Payer de plus de 3 mois. A fin 2020, cet encours a été revalorisé à 9 416 milliards de FCFA contre 9 383 milliards de FCFA évalués les précédents mois.

Par ailleurs, la dette garantie par l'Administration Centrale est évaluée à la même période à 28 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB.

**Tableau 1 : Encours de la dette publique et à garantie publique**

Rubriques	30 Avril 2020 **	31 Décembre 2020 **	31 Jan 2021 ***	28 Fév 2021 ***	31 Mars 2021 ***	30 Avril 2021 **
Montant en Milliards de FCFA						
<b>1. Dette extérieure</b>	<b>6 649</b>	<b>6 736</b>	<b>6 744</b>	<b>6 777</b>	<b>6 866</b>	<b>6 785</b>
Multilatérale	2 523	2 754	2 784	2 809	2 845	2 825
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>852</i>	<i>1 103</i>	<i>1 106</i>	<i>1 108</i>	<i>1 115</i>	<i>1 106</i>
Bilatérale	3 152	3 069	3 048	3 059	3 119	3 064
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>	<i>197</i>
Commerciale	974	913	912	908	901	896
<b>2. Dette intérieure</b>	<b>2 463</b>	<b>2 680</b>	<b>2 700</b>	<b>2 723</b>	<b>2 793</b>	<b>2 810</b>
<b>2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer)</b>	<b>2 167</b>	<b>2 493</b>	<b>2 513</b>	<b>2 537</b>	<b>2 606</b>	<b>2 623</b>
Titres publics	817	1 013	1 023	1 063	1 132	1 162
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577
Dette structurée	700	835	845	829	829	817
Dette non structurée	73	68	68	68	68	67
<b>2.2. Restes à payer de plus de 3 mois</b>	<b>296</b>	<b>187</b>	<b>187</b>	<b>187</b>	<b>187</b>	<b>187</b>
<b>3. Dette Directe de l'administration centrale</b>	<b>9 112</b>	<b>9 416</b>	<b>9 444</b>	<b>9 500</b>	<b>9 659</b>	<b>9 595</b>
<b>4. Dette avalisée</b>	<b>36</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>33</b>
<b>5. Dette Directe et Garantie par l'Administration Centrale</b>	<b>9 148</b>	<b>9 444</b>	<b>9 471</b>	<b>9 527</b>	<b>9 686</b>	<b>9 627</b>
<i>dont appuis budgétaires total</i>	<i>1 049</i>	<i>1 300</i>	<i>1 302</i>	<i>1 305</i>	<i>1 312</i>	<i>1 303</i>
<b>6. Dette des Entreprises publiques</b>	<b>895</b>	<b>922</b>	<b>924</b>	<b>925</b>	<b>932</b>	<b>924</b>
Dette extérieure directe non avalisée par l'Etat	451	453	454	455	462	455
Dette intérieure auprès du système bancaire	444	470	470	469	469	469
<b>7. Total Dette Publique (Secteur Public)</b>	<b>10 043</b>	<b>10 367</b>	<b>10 395</b>	<b>10 452</b>	<b>10 617</b>	<b>10 551</b>

\* données définitives    \*\* données semi-définitives    \*\*\* données provisoires

Source : CAA

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, l'encours de la dette directe des entreprises publiques a baissé de 0,8% par rapport au mois précédent. Il se chiffre au 30 avril 2021 à 924 milliards de FCFA, représentant 3,9% du PIB. Il est à préciser que l'enregistrement de ce passif est progressif, suivant les informations transmises par les entités concernées.

### II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

#### II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

L'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale est évalué à fin avril 2021 à 6 785 milliards de FCFA, en diminution de 1,2% en glissement mensuel. Estimé à 28,3% du PIB, cet encours est constitué de : (i) 45,1% de dette bilatérale ; (ii) 41,6% de dette multilatérale, (iii) et de 13,2% de dette commerciale.

Il convient de relever que par rapport aux estimations des mois de janvier, février et mars 2021 faites dans la précédente publication (Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°03/21-Mars 2021), l'encours de la dette extérieure a été révisé à la hausse du fait de la mise à jour des décaissements effectués auprès de la BID et du Japon au cours de l'année 2021, ainsi que de l'actualisation des taux de changes.

Le tableau ci-après présente la composition par bailleur et l'évolution mensuelle de cet encours.

**Tableau 2 : Encours de la dette extérieure**

Rubriques	30 Avril 2020 **	31 Décembre 2020 **	31 Jan 2021 ***	28 Fév 2021 ***	31 Mars 2021 ***	30 Avril 2021 **
Montant en Milliards de FCFA						
<b>Multilatéral</b>	<b>2 523</b>	<b>2 754</b>	<b>2 784</b>	<b>2 809</b>	<b>2 845</b>	<b>2 825</b>
BAD	373,7	456,2	459,4	463,6	466,3	472,2
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>269,2</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>	<i>326,9</i>
BADEA	37,2	24,4	24,6	24,7	25,0	24,2
BDEAC	31,5	26,8	26,8	26,8	26,8	26,8
BID	168,7	206,9	222,0	233,9	240,1	243,8
BIRD	266,9	154,5	154,6	154,8	155,1	155,1
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>
FAD	390,0	369,5	371,2	373,2	378,0	371,6
FIDA	49,2	49,0	49,2	49,1	49,6	48,7
FMI	352,5	545,5	548,0	550,4	557,9	548,4
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>331,6</i>	<i>331,6</i>	<i>331,6</i>	<i>331,6</i>	<i>331,6</i>	<i>331,6</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>213,9</i>	<i>213,9</i>	<i>213,9</i>	<i>213,9</i>	<i>213,9</i>	<i>213,9</i>
FS OPEP	15,2	12,2	12,4	12,3	12,7	12,4
IDA	796,6	874,7	881,0	886,3	900,2	888,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>117,7</i>	<i>117,7</i>	<i>117,7</i>	<i>117,7</i>	<i>117,7</i>	<i>117,7</i>
UE	41,8	34,6	34,5	34,4	33,8	33,5
<b>Bilatéral</b>	<b>3 152</b>	<b>3 069</b>	<b>3 048</b>	<b>3 059</b>	<b>3 119</b>	<b>3 064</b>
ALLEMAGNE	17,1	17,5	17,5	17,5	17,5	17,5
Belgique	8,9	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2
Espagne	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
FRANCE	814,2	874,7	875,7	878,8	882,9	886,6
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>199,8</i>
<i>dont C2D</i>	<i>194,4</i>	<i>143,2</i>	<i>143,2</i>	<i>143,2</i>	<i>143,2</i>	<i>143,2</i>
Japon	56,0	50,6	50,5	54,2	54,1	53,5
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	35,0	30,6	30,6	30,6	30,6	30,6
SUISSE	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
ARABIE SAOUDITE	6,1	5,5	5,5	5,5	5,7	5,5
Chine	13,7	3,1	3,1	3,1	3,2	3,1
Corée du Sud	33,8	33,9	33,8	34,5	35,4	34,7
EXIMBANK DE CHINE	2 006,7	1 892,3	1 870,3	1 877,2	1 928,0	1 874,9
EXIMBANK TURQUE	108,2	91,1	91,8	87,2	89,8	87,0
INDE	36,3	45,8	46,1	46,8	48,2	46,8
KOWEÏT	12,5	11,3	11,3	11,4	11,8	11,5
<b>Commercial</b>	<b>974</b>	<b>913</b>	<b>912</b>	<b>908</b>	<b>901</b>	<b>896</b>
Bank of China	150,2	130,4	131,3	127,8	128,9	125,0
Belfius	62,5	58,0	57,9	57,6	55,9	55,9
BMCE Bank	17,5	15,3	15,3	15,3	13,1	13,1
Comercial-eurobond	450,4	450,4	450,4	450,4	450,4	450,4
Commerz bank Allemagne	8,5	13,0	13,1	13,2	13,6	13,1
Deutsche banque Espagne	42,1	35,0	32,8	32,8	32,8	32,8
INTESA SANPAOLO SPA	111,6	104,2	104,2	104,2	100,8	100,8
NR ECMR	12,4	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
Raiffeisen Bank Inter AG	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM						
BANK US	42,7	33,8	34,0	34,1	33,2	32,5
Standard Chartered Londres	69,9	60,7	60,7	60,7	60,2	60,2
<b>Total Général</b>	<b>6 649</b>	<b>6 736</b>	<b>6 744</b>	<b>6 777</b>	<b>6 866</b>	<b>6 785</b>

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

La dette vis-à-vis des bailleurs multilatéraux est en diminution de 0,7% en glissement mensuel et en augmentation de 12% en glissement annuel. Il est porté à 36,7% par la Banque Mondiale via ses guichets IDA et BIRD ; à 29,8% par le groupe de la BAD (FAD, BAD); et à 19,4% par la dette issue de la coopération avec le FMI dans le cadre du PEF et de la lutte contre la pandémie COVID-19, soit 548,4 milliards de FCFA.

S'agissant de la dette bilatérale de l'Administration Centrale, son encours est en baisse de 1,8% par rapport au mois précédent et de 2,8% en glissement annuel. La composition de cet encours met en exergue le poids prépondérant de la dette envers la Chine, évaluée à 61,1% de la dette bilatérale, et 27,6% du total de la dette extérieure. La dette provenant de la coopération avec la France y compris le C2D représente 28,9% de la dette vis-à-vis des bailleurs de fonds bilatéraux, et 13% de la dette extérieure.

Pour ce qui est de la dette envers les bailleurs de fonds commerciaux, son encours est en baisse de 8% en glissement annuel et de 0,6% par rapport au mois précédent. Cette dette est constituée à hauteur de 50,3% par l'eurobond émis par l'Etat en 2015, suivie à 14% par la dette envers la Bank of China, et 11,3% par la dette auprès de la banque INTESA SAN PAOLO.

## II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

### II.1.2.1. DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

A fin avril 2021, l'encours de la dette intérieure (hors Restes à Payer), est évalué à 2 623 milliards de FCFA, soit 11,7% du PIB. Cet encours enregistre une hausse de 0,6% par rapport au mois précédent et de 21% en glissement annuel. Sa répartition fait état de : (i) 44,3% de titres publics, (ii) 31,1% de dette structurée, (iii) 22% de dette consolidée BEAC et (iv) 2,6% de dette non structurée.

La dette structurée des Marketers constatée au 31 décembre 2020 a été réévaluée à 51 milliards de FCFA portant ainsi l'encours de la dette intérieure hors Restes à Payer à 2 493,4 milliards de FCFA contre 2 461 milliards de FCFA publiés à fin mars 2021 (Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°03/21-Mars 2021).

Après reclassification et retraitement des rubriques, la répartition et l'évolution de cet encours sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	30 Avril 2020 *	31 décembre 2020 **	31 janvier **	28 Février 2021 **	31 Mars 2021 **	30 Avril 2021 ***
Montant en Milliards de FCFA						
<b>Titres Publics</b>	<b>816,7</b>	<b>1 013,2</b>	<b>1 023,2</b>	<b>1 063,2</b>	<b>1 132,2</b>	<b>1 162,2</b>
Bons de Trésor Assimilable	199,7	227,2	237,2	227,2	219,7	219,7
OTA	346,8	600,9	600,9	650,9	727,5	757,5
OTA 2 ans	21,9	55,3	55,3	55,3	55,3	55,3
OTA 3 ans	132,8	132,8	132,8	132,8	132,8	132,8
OTA 5 ans	192,1	257,1	257,1	307,1	348,7	348,7
OTA 6 ans	-	93,0	93,0	93,0	93,0	93,0
OTA 7 ans	-	17,7	17,7	17,7	52,7	82,7
OTA 10 ans	-	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0
OT	270,1	185,1	185,1	185,1	185,1	185,1
ECMR 5,5% 2016-2021	70,1	35,1	35,1	35,1	35,1	35,1
ECMR 5,5% 2018-2023	200,0	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0
<b>Emprunt consolidé BEAC</b>	<b>576,9</b>	<b>576,9</b>	<b>576,9</b>	<b>576,9</b>	<b>576,9</b>	<b>576,9</b>
<b>Dette Structurée</b>	<b>700,1</b>	<b>835,4</b>	<b>845,0</b>	<b>828,6</b>	<b>829,4</b>	<b>816,6</b>
<b>Dette Structurée Bancaire</b>	<b>325,9</b>	<b>401,7</b>	<b>401,7</b>	<b>387,0</b>	<b>393,3</b>	<b>391,3</b>
Dette Bancaire Titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
<b>ECOBANK</b>	<b>49,9</b>	<b>70,7</b>	<b>70,7</b>	<b>70,7</b>	<b>70,7</b>	<b>69,7</b>
PLANUT 1	24,7	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7
PLANUT 2	25,0	52,8	52,8	52,8	52,8	51,8
PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche A	25,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0
PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche B	-	33,8	33,8	33,8	33,8	32,8
SIC-COFFOR	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>BGFI</b>	<b>52,3</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>40,9</b>	<b>40,9</b>	<b>39,9</b>
PLANUT	30,3	21,4	21,4	20,9	20,9	20,9
STADE JAPOMA	22,0	20,0	20,0	20,0	20,0	19,0
<b>Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)</b>	<b>164,0</b>	<b>189,0</b>	<b>189,0</b>	<b>177,1</b>	<b>177,1</b>	<b>177,1</b>
PLANUT	164,0	189,0	189,0	177,1	177,1	177,1
<b>UBA</b>	<b>17,4</b>	<b>15,8</b>	<b>15,8</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>
STADE OLEMBE	17,4	15,8	15,8	14,0	14,0	14,0
<b>CCA BANK</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	-	-	-	-	6,3	6,3
<b>CREDIT FONCIER</b>	<b>40,6</b>	<b>37,3</b>	<b>37,3</b>	<b>36,8</b>	<b>36,8</b>	<b>36,8</b>
LOCATEMENTS SOCIAUX	16,8	15,5	15,5	15,0	15,0	15,0
SIC ETAT SIEGE	23,8	21,8	21,8	21,8	21,8	21,8
<b>SOCIETE GENERALE CAMEROUN</b>	<b>-</b>	<b>45,8</b>	<b>45,8</b>	<b>45,8</b>	<b>45,8</b>	<b>45,8</b>
Cession de créances ENEO 2020	-	45,8	45,8	45,8	45,8	45,8
<b>Dette structurée non bancaire</b>	<b>374,2</b>	<b>433,7</b>	<b>443,3</b>	<b>441,6</b>	<b>436,1</b>	<b>425,2</b>
<b>Dette titrisée</b>	<b>79,1</b>	<b>66,1</b>	<b>85,9</b>	<b>85,9</b>	<b>84,2</b>	<b>79,7</b>
Dette croisée et B.T.P titrisée	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
PAD	-	-	20,0	20,0	20,0	20,0
SONARA	77,5	64,4	64,3	64,3	62,6	58,1
<b>Dette non titrisée</b>	<b>2,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>
Dette B.T.P non titrisée	2,4	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
<b>Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques</b>	<b>237,8</b>	<b>270,5</b>	<b>258,4</b>	<b>256,7</b>	<b>256,7</b>	<b>251,8</b>
CNPS	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2
Andennes conventions	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6
Immeuble ministeriel - CNPS	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
Avance de trésorerie N°1	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Avance de trésorerie N°2	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Avance de trésorerie N°3	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Avance de trésorerie N°4	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
ALUCAM	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PAD	26,8	26,3	14,1	13,6	13,6	10,6
Paiement guichet CAA	-	-	4,3	3,8	3,8	3,8
Paiement guichet DGTFCM	-	-	9,8	9,8	9,8	6,8
SRC/BICEC/SIMAR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMTEL	11,9	5,9	5,9	4,7	4,7	3,5
CAMWATER	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
SOPECAM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
CDE/CAMWATER	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMRAIL	2,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
SIC	35,2	35,2	35,2	35,2	35,2	34,6
SONATREL	-	40,3	40,3	40,3	40,3	40,3
<b>Dette vis-à-vis des Ent. Privées</b>	<b>53,3</b>	<b>93,8</b>	<b>95,8</b>	<b>95,8</b>	<b>92,0</b>	<b>90,5</b>
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ENEO	40,2	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
G.I.D.E.P.P.E	-	-	4,4	4,4	3,9	3,4
SCTB	0,5	-	0,5	0,5	-	-
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
<b>MARKETERS</b>	<b>10,0</b>	<b>51,0</b>	<b>48,2</b>	<b>48,2</b>	<b>45,3</b>	<b>44,3</b>
CORLEY	-	11,3	11,3	11,3	9,4	8,4
OLA - Energy	10,0	7,3	7,3	7,3	6,4	6,4
NEPTUNE OIL	-	8,6	8,6	8,6	8,8	8,8
TOTAL CAMEROUN	-	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5
GREEN OIL	-	10,3	10,3	10,3	10,3	10,3
Autres conventions	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
<b>Dette Non Structurée</b>	<b>73,4</b>	<b>68,0</b>	<b>67,9</b>	<b>67,9</b>	<b>67,9</b>	<b>67,3</b>
Dette Commerciale	23,9	18,6	18,6	18,5	18,5	18,0
Dette Locative	10,8	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
Indemnités	26,6	26,6	26,6	26,6	26,6	26,6
Autres Dettes Non Structurées	12,1	12,1	12,0	12,0	12,0	12,0
<b>Total Général</b>	<b>2 167,1</b>	<b>2 493,4</b>	<b>2 513,1</b>	<b>2 536,6</b>	<b>2 606,4</b>	<b>2 623,0</b>

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

## II.1.2.2. RESTES A PAYER

En attendant la disponibilité de la Balance générale du Trésor au 30 avril 2021, en cours de finalisation, le stock des Restes à Payer est maintenu à son niveau de fin 2020, évalué à 466,8 milliards de FCFA, soit 2,1% du PIB. Ce stock est constitué à 60% des Restes à Payer de moins de trois mois et à 40% de Restes à Payer de plus de trois mois pris en compte dans le champ de la dette publique.

Le tableau ci-après retrace l'évolution récente desdits Restes à Payer.

**Tableau 4 : Encours des Restes à Payer.**

Libellé	30 Avril 2020 *	31 Décembre 2020 ***	31 Janvier 2021 ***	28 Février 2021 ***	31 Mars 2021 ***	30 Avril 2021 ***
Montant en Milliards de FCFA						
<b>Restes à Payer de plus de trois mois</b>	<b>296,0</b>	<b>186,6</b>	<b>186,6</b>	<b>186,6</b>	<b>186,6</b>	<b>186,6</b>
BIENS ET SERVICES	77,1	54,6	54,6	54,6	54,6	54,6
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	135,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	4,1	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
AUTRES TRANSFERTS	24,4	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3
SUBVENTION	20,5	11,1	11,1	11,1	11,1	11,1
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	20,9	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	13,2	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
<b>Restes à Payer de moins de trois mois</b>	<b>112,2</b>	<b>280,2</b>	<b>280,2</b>	<b>280,2</b>	<b>280,2</b>	<b>280,2</b>
BIENS ET SERVICES	17,5	76,8	76,8	76,8	76,8	76,8
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	11,2	129,8	129,8	129,8	129,8	129,8
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	3,1	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
AUTRES TRANSFERTS	57,8	22,1	22,1	22,1	22,1	22,1
SUBVENTION	7,4	28,5	28,5	28,5	28,5	28,5
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	14,2	8,6	8,6	8,6	8,6	8,6
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	1,0	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
<b>TOTAL Restes à Payer</b>	<b>408,1</b>	<b>466,8</b>	<b>466,8</b>	<b>466,8</b>	<b>466,8</b>	<b>466,8</b>

\* données définitives

\*\* données semi-définitives

\*\*\* données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

## II.2.DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

Depuis le mois de janvier 2021, aucun mouvement n'a été observé sur la dette avalisée. Ainsi, au 30 avril 2021, l'encours de la dette avalisée par l'Etat est maintenu à 27,1 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB. Cet encours est en diminution de 23,9% en glissement du fait des remboursements effectués.

**Tableau 5 : Encours de la dette avalisée par l'Etat.**

No	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	30 Avril 2020 **	31 Décembre 2020 *	31 Janv 2021 **	28 Février 2021 **	31 mars 2021 ***	30 Avril 2021 ***
1	Eximbank Chine	CAMTEL	-	-	-	-	-	-
2	AFD	PAD	8,7	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
3	AfDB	DPDC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
4	FMO	DPDC	6,6	6,6	6,0	6,0	6,0	6,0
5	IFC	DPDC	2,5	2,5	1,9	1,9	1,9	1,9
6	AfDB	KPDC	11,1	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1
7	BDEAC	KPDC	3,0	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
8	EIB	KPDC	3,3	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
	<b>TOTAL EN MILLIARDS DE FCF</b>		<b>35,6</b>	<b>28,3</b>	<b>27,1</b>	<b>27,1</b>	<b>27,1</b>	<b>27,1</b>

\* données définitives

\*\* données semi-définitives

\*\*\* données provisoires

Source : CAA

## II.3. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Conformément à la Circulaire présidentielle N°001/CAB/PRC du 10 juillet 2020, relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2021 et aux engagements pris envers les partenaires, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, et le G20, la dette des entreprises et établissements publics fait l'objet d'un suivi régulier et s'intègre progressivement dans les statistiques de la dette publique publiées, suivant la disponibilité des informations collectées auprès des dites entreprises publiques.

L'encours de la dette directe des entreprises et établissements publics au 30 avril 2021 est évalué à 924 milliards de FCFA (soit 3,9% du PIB). Cet encours enregistre une baisse de 0,8% en glissement mensuel du fait principalement des variations de taux de change. Il se compose de 50,8% de dette intérieure et de 49,2% dette extérieure.

### II.3.1. DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Au 30 avril 2021, l'encours provisoire de la dette intérieure des entreprises et établissements publics, est évalué à 469,4 milliards de FCFA (y compris les dettes d'exploitations de la SONARA et de la CAMAIR-CO). Cet encours ne varie pas en glissement annuel du fait de l'absence de nouvelles données sur la dette des sociétés publiques collectées.

**Tableau 6 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics.**

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 Avril 2020 ***	31 décembre 2020 ***	31 Janvier 2021 ***	28 Février 2021 ***	31 Mars 2021 ***	30 Avril 2021 ***
Montants en Milliards de FCFA						
ADC	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
CHC-Hilton	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
CNIC	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
PAMOL	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
SCDP	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
SIC	N/D	-	-	-	-	-
SODECOTON	N/D	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
SONARA	373,9	334,8	334,8	334,8	334,8	334,8
ALUCAM	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
ANAFOR	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMPOST	-	-	-	-	-	-
CAMTEL	N/D	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
CAMWATER	N/D	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	N/D	12,1	12,1	12,1	12,1	12,1
CFC	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
CICAM	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
EDC	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
LABOGENIE	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
MAETUR	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
MATGENIE	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
MAGZI	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	N/D	22,4	22,4	22,4	22,4	22,4
PAK	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
CAMRAIL	N/D	-	N/D	N/D	N/D	N/D
SODEPA	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
SOPECAM	-	-	-	-	-	-
SEMRY	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
CRTV	-	-	-	-	-	-
IMPRIMERIE INTERNATIONALE (IN)	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
LANAVET	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
SNI	-	-	-	-	-	-
SRC	-	-	-	-	-	-
CAA	2,2	1,6	1,6	1,1	1,1	1,1
<b>Total Dette intérieure</b>	<b>443,8</b>	<b>470,0</b>	<b>470,0</b>	<b>469,4</b>	<b>469,4</b>	<b>469,4</b>

\* données définitives    \*\*\* données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation    N/D-Non Déterminé

Source : CTR/CAA

### II.3.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE NON AVALISÉE PAR L'ETAT

A fin avril 2021, l'encours provisoire de la dette extérieure des sociétés publiques est estimé à 455 milliards de FCFA, soit une baisse de 1,5% en glissement mensuel du fait des variations de taux de changes liés à la dette de la SONARA. Cet encours se constitue principalement de la dette fournisseurs de la SONARA auprès des traders représentant 79,5% de l'encours. Les données sur la dette extérieure des sociétés publiques ont été principalement été collectées dans le cadre de l'enquête de notification des emprunts extérieurs à la Banque mondiale réalisée à fin mars 2021. En principe cette notification devrait se faire trimestriellement et les entreprises visées sont invitées

à transmettre les informations sollicitées pour un besoin de transparence et d'efficace de la gestion de la dette publique.

**Tableau 7 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.**

Dette financière extérieure des entreprises publiques et parapublique non avalisée par l'Etat	30 Avril 2020 ***	31 décembre 2020 ***	31 Janvier 2021 ***	28 Février 2021 ***	31 Mars 2021 ***	30 Avril 2021 ***
Montants en Milliards de FCFA						
ADC	N/D	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1
SODECOTON	0,3	-	-	-	-	-
SONARA	372,8	359,0	360,7	361,9	368,7	361,6
CAMAIR-CO	58,6	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
CAMWATER	N/D	-	-	-	-	-
CAMRAIL	N/D	-	-	-	-	-
PAD	19,5	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
<b>TOTAL</b>	<b>451,2</b>	<b>452,5</b>	<b>454,2</b>	<b>455,4</b>	<b>462,1</b>	<b>455,0</b>
* données définitives      *** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation      N/D-Non Déterminé						
² Prend en compte la dette fournisseur et la dette d'exploitation						

Source : CTR/CAA

### III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Durant le mois d'avril 2021, le trésor public a réglé au titre du service de la dette publique (hors Restes à Payer et hors remboursement des BTA) un montant de 35,5 milliards de FCFA (dont 14,4 milliards de FCFA de principal et 21,1 milliards de FCFA d'intérêts), contre 48,4 milliards de FCFA en prévisionnel. Ce service est porté à : (i) 57,4% par le service de la dette extérieure (ii) et 42,6% par le service de la dette intérieure.

Au 30 avril 2021, le cumul du service effectif de la dette publique réglé depuis le début de l'année 2021 est évalué à 159,8 milliards de FCFA, dont 109,8 milliards de FCFA de remboursement de principal et 50,0 milliards de FCFA de paiement d'intérêts et commissions.

Pour le mois de mai 2021, il est prévu un service de la dette publique estimé à 44,3 milliards de FCFA, dont 19,9 milliards de FCFA pour le règlement de la dette extérieure et 24,4 milliards de FCFA au titre du règlement de la dette intérieure.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du service de la dette en 2021.

**Tableau 8 : Service de la dette publique en milliards de FCFA**

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Avril 2020 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2020 *	Service effectif Janvier 2021 **	Service effectif Février 2021 **	Service effectif Mars 2021 ***	Service prévisionnel Avril 2021***	Service effectif Avril 2021 ***			Cumul Service effectif Janvier - avril 2021 ***			Service prévisionnel Mai 2021***
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Total
<b>Dette extérieure</b>	<b>38,4</b>	<b>359,9</b>	<b>53,5</b>	<b>19,4</b>	<b>19,6</b>	<b>33,3</b>	<b>1,0</b>	<b>19,4</b>	<b>20,4</b>	<b>71,3</b>	<b>41,6</b>	<b>112,8</b>	<b>19,9</b>
Multilatérale	4,4	77,0	0,5	6,2	8,3	3,0	1,0	0,5	1,4	9,6	6,8	16,5	11,4
Bilatérale	3,6	123,1	41,8	7,1	3,9	10,3	-	-	-	40,9	11,9	52,8	-
Commerciale	30,3	159,8	11,2	6,0	7,4	20,0	-	18,9	18,9	20,8	22,8	43,6	8,5
<b>Dette intérieure hors restes à payer</b>	<b>1,7</b>	<b>217,7</b>	<b>3,2</b>	<b>21,9</b>	<b>6,7</b>	<b>15,1</b>	<b>13,4</b>	<b>1,7</b>	<b>15,1</b>	<b>38,5</b>	<b>8,5</b>	<b>47,0</b>	<b>24,4</b>
Titres publics	-	99,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette structurée	1,7	106,2	3,2	21,8	6,7	13,8	12,8	1,7	14,5	37,8	8,5	46,3	23,3
Dette non structurée	-	11,6	0,0	0,1	0,0	1,3	0,6	-	0,6	0,7	-	0,7	1,1
<b>Total Dette Publique</b>	<b>40,1</b>	<b>577,5</b>	<b>56,7</b>	<b>41,3</b>	<b>26,3</b>	<b>48,4</b>	<b>14,4</b>	<b>21,1</b>	<b>35,5</b>	<b>109,8</b>	<b>50,0</b>	<b>159,8</b>	<b>44,3</b>
Allègement reçu - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19		126,1	19,3	0,2	12,9	46,3	34,6	11,6	46,2	52,1	26,5	78,6	2,3

\* données définitives      \*\* données semi-définitives      \*\*\* données provisoires

Source : CAA

#### III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

L'Etat a réglé 20,4 milliards de FCFA de service de la dette extérieure, dont 19,4 milliards de FCFA d'intérêts (principalement destinés au paiement du coupon sur l'eurobond émis en 2015, soit 18,9 milliards de FCFA) et 1 milliard de FCFA d'amortissement, contre des prévisions évaluées à 33,3 milliards de FCFA ; soit un écart de 12,9 milliards de FCFA, expliqué principalement par les allègements obtenus dans le cadre de l'initiative du G20 relative à la suspension temporaire du service de la dette d'une part et les fluctuations du taux de change d'autre part.

En termes de composition, ce service a été réglé pour : (i) 92,9% aux créanciers commerciaux ; et (ii) 7,1% aux bailleurs de fonds multilatéraux. Durant le mois d'avril 2021, aucun règlement n'a été effectué au profit des partenaires bilatéraux au titre du service de la dette.

A fin avril 2021, le cumul du service de la dette extérieure réglé au cours de l'année 2021 a porté sur un montant de 112,8 milliards de FCFA.

Le service prévisionnel de la dette extérieure à régler au cours du mois de mai 2021 est projeté à environ 20 milliards de FCFA, dont 11,4 milliards de FCFA en faveur des partenaires multilatéraux et 8,5 milliards de FCFA au profit des créanciers commerciaux.

L'évolution ainsi que la répartition dudit service sont détaillées dans le tableau ci-après :

**Tableau 9 : Service de la dette extérieure**

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Avril 2020 *	Cumul Service effectif Janvier - Décembre 2020 *	Service effectif Janvier 2021 **	Service effectif Février 2021 **	Service effectif Mars 2021 ***	Service prévisionnel et Avril 2021	Service effectif Avril 2021 ***			Cumul Service effectif Janvier - avril 2021 ***			Service prévisionnel Mai 2021***		
							Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
<b>Bailleurs</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>									
<b>Multilatéral</b>	<b>4,4</b>	<b>77,0</b>	<b>0,5</b>	<b>6,2</b>	<b>8,3</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>9,6</b>	<b>6,8</b>	<b>16,5</b>	<b>11,4</b>		
BAD	-	5,4	-	1,7	1,2	0,0	-	-	-	1,7	1,2	2,9	2,0		
BADEA	0,0	18,4	0,0	0,0	0,6	0,1	-	0,0	0,0	0,5	0,1	0,6	2,3		
BDEAC	0,2	6,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3		
BEI	0,3	4,8	0,1	0,2	0,8	0,3	0,3	0,0	0,3	1,1	0,2	1,3	-		
BID	-	8,6	-	-	-	0,2	-	-	-	-	-	-	1,8		
BIRD	-	2,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,2		
FAD	1,1	6,4	0,1	0,9	0,9	1,2	0,6	0,4	1,1	1,6	1,4	2,9	0,5		
FIDA	0,1	1,4	-	0,4	0,4	0,1	0,1	0,0	0,1	0,6	0,2	0,8	-		
FSN	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0		
FSOPEP	0,8	3,4	0,1	0,3	0,0	0,8	-	-	-	0,4	0,0	0,4	0,2		
IDA	2,0	19,7	0,2	2,8	4,6	0,3	-	-	-	3,8	3,8	7,6	1,9		
<b>Bilatéral</b>	<b>3,6</b>	<b>123,1</b>	<b>41,8</b>	<b>7,1</b>	<b>3,9</b>	<b>10,3</b>	-	-	-	<b>40,9</b>	<b>11,9</b>	<b>52,8</b>	-		
EXIMBANK CHINE	2,0	91,0	41,6	-	3,6	3,2	-	-	-	35,7	9,5	45,2	-		
EXIMBANK CORREE	-	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
EXIMBANK INDE	0,1	2,3	-	0,0	0,3	-	-	-	-	-	0,4	0,4	-		
EXIMBANK Turquie	-	14,8	-	7,1	-	7,1	-	-	-	5,1	2,0	7,1	-		
FKDEA	-	1,2	0,2	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,2	-		
<b>Commercial</b>	<b>30,3</b>	<b>159,8</b>	<b>11,2</b>	<b>6,0</b>	<b>7,4</b>	<b>20,0</b>	-	<b>18,9</b>	<b>18,9</b>	<b>20,8</b>	<b>22,8</b>	<b>43,6</b>	<b>8,5</b>		
Bank of China	0,0	11,9	-	5,3	0,4	0,0	-	-	-	4,3	1,4	5,6	-		
BELFIUS BANQUE SA	1,5	6,6	0,1	0,3	2,1	0,5	-	-	-	2,1	0,4	2,5	0,7		
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	0,6	11,2	2,3	-	-	0,6	-	-	-	2,2	0,2	2,3	2,5		
Eurobond N°1	19,0	38,0	-	-	-	18,9	-	18,9	18,9	-	18,9	18,9	-		
EXIMBANK CHINE / POLYTECHNOLOGIES	-	25,4	8,8	-	-	-	-	-	-	8,3	0,5	8,8	-		
ICBC_chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
INTESA/CLIFFORD	4,0	33,0	-	-	4,0	-	-	-	-	3,4	0,7	4,0	-		
Société Générale	1,9	10,3	-	-	0,3	-	-	-	-	-	0,3	0,3	1,3		
STANDARD CHARTERED BANK	1,1	5,8	-	-	0,5	-	-	-	-	0,5	0,0	0,5	4,0		
BMCE Bank	2,2	10,2	-	0,4	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	-		
<b>Total Général</b>	<b>38,4</b>	<b>359,9</b>	<b>53,5</b>	<b>19,4</b>	<b>19,6</b>	<b>33,3</b>	<b>1,0</b>	<b>19,4</b>	<b>20,4</b>	<b>71,3</b>	<b>41,6</b>	<b>112,8</b>	<b>19,9</b>		
Allègement reçu - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19		126,1	19,3	0,2	12,9	46,3	34,6	11,6	46,2	52,1	26,5	78,6	2,3		

\* données définitives

\*\* données semi-définitives

\*\*\* données provisoires

### Source : CAA

Dans le cadre de l'initiative de Suspension du Service de la dette (ISSD) du G20, le Cameroun a bénéficié au cours du mois d'avril 2021 d'un montant de 46,2 milliards de FCFA d'allègement du service de la dette provenant exclusivement des créanciers bilatéraux officiels. Le cumul des allègements obtenus depuis le début de l'année 2021 est de 78,5 milliards de FCFA, dont 52 milliards de FCFA d'amortissements et 26,5 milliards de FCFA d'intérêts. Le tableau ci-après présente les allègements reçus et par créancier depuis le début de l'initiative en mai 2020.

**Tableau 10 : Situation des allègements du service de la dette au titre de la DSSI**

(Montant en milliards de FCFA)	Mai - Dec 2020 *			JANVIER 2021 **			FEVRIER 2021 **			MARS 2021 ***			AVRIL 2021 ***			CUMUL JANVIER - AVRIL 2021 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
<b>Bailleurs</b>																		
<b>Multilatéral</b>																		
<b>Bilatéral</b>	87,1	36,5	123,6	8,4	10,9	19,3	0,2	0,0	0,2	8,9	4,0	12,9	34,6	11,6	46,2	52,0	26,5	78,5
France (AFD, Banque de France)**	45,0	14,5	59,5	0,2	0,1	0,3	-	-	-	5,2	0,4	5,6	15,9	1,3	17,2	21,4	1,8	23,1
BQFR**	18,7	10,2	28,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18,7	10,3	29,0	18,7	10,3	29,0
Belgique**	0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CHINE (Gouvernement)**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CREDIT SUISSE**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK CHINE**	18,7	11,0	29,8	7,5	10,6	18,2	-	-	-	3,2	3,6	6,8	-	-	-	10,7	14,2	24,9
EXIMBANK COREE**	0,49	0,17	0,66	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK INDE**	0,7	0,1	0,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXIMBANK Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Koweït (FKDEA)**	0,5	0,0	0,6	0,1	0,1	0,2	0,17	0,01	0,2	-	-	-	-	-	-	0,29	0,06	0,4
Arabie Saoudite (FSD)**	0,6	0,0	0,6	-	0,0	0,0	-	-	-	0,3	0,0	0,4	-	-	-	0,3	0,0	0,4
JICA**	0,4	0,1	0,5	-	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,03	-	0,1	0,1
Allemagne (KFW)**	0,5	0,1	0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hermes**	0,3	0,2	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse SERV**	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1	-	-	-	0,1	0,0	0,1
Norvège (EKSPORTKREDIT Norge SA)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne/ICO**	0,5	0,01	0,6	0,5	0,01	0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5	0,01	0,6
<b>Commercial</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Général</b>	87,1	36,5	123,6	8,4	10,9	19,3	0,2	0,0	0,2	8,9	4,0	12,9	34,6	11,6	46,2	52,0	26,5	78,5

\* données définitives

\*\* données semi-définitives

\*\*\* données provisoires

### Source : CAA

## III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

### III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Au 31 avril 2021, le service de la dette intérieure (hors Restes à Payer et remboursement des BTA), réglé est estimé à environ 15,1 milliards de FCFA (88,9% de ce montant a été affecté pour le remboursement du principal et 11,1% au paiement d'intérêts et commissions). Ce service est réglé pour 96,1% au profit de la dette structurée. La dette structurée non bancaire est majoritaire (12,2 milliards de FCFA), dont 47,8% sont réglés en faveur de la dette titrisée et 52,2% au profit de la dette non titrisée due aux entreprises publiques et privées.

Relativement aux BTA, instruments de court terme utilisé dans le cadre de la gestion de la trésorerie, un montant de 30 milliards de FCFA a été remboursé au cours du mois d'Avril 2021 correspondant au montant émis au cours du même mois, soit au final, une émission nette nulle.

Le cumul du service de la dette publique intérieure (hors BTA) réglé entre Janvier et Avril 2021, est évalué à 47,0 milliards de FCFA, dont 38,5 milliards de FCFA pour le remboursement du principal. Le tableau ci-après retrace l'évolution du service de la dette intérieure.

Tableau 11 : Service de la dette intérieure hors restes à payer

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif	Cumul Service effectif	Service effectif	Service effectif	Service effectif	Service prévisionnelle	Service effectif			Cumul Service effectif			Service prévisionnel
	Avril 2019 *	Janvier - Décembre 2020 *	Janvier 2021 **	Février 2021 **	Mars 2021 ***	1 Avril 2021***	Avril 2021 ***	Avril 2021 ***	Avril 2021 ***	Janvier - avril 2021 ***	Janvier - avril 2021 ***	Janvier - avril 2021 ***	Mai 2021***
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Total
<b>Titres Publics (hors remboursement BTA)</b>	-	99,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	20,0	413,9	45,0	40,0	20,0	30,00	30,0	-	30,0	135,0	-	135,0	-
dont intérêts précomptés y/c les commission BEAC	0,5	7,2	1,4	-	-	-	-	-	-	1,4	-	1,4	-
Remboursements	20,0	382,7	35,0	50,0	27,5	30,00	30,0	-	30,0	142,5	-	142,5	-
<b>Financement net</b>	-	31,2	10,0	10,0	7,5	-	-	-	-	7,5	-	7,5	-
<b>Emprunt consolidé BEAC</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes Structurées</b>	7,1	106,2	3,2	21,8	6,7	13,80	12,8	1,7	14,5	37,8	8,5	46,3	23,3
<b>Dettes Structurées Bancaires</b>	3,3	62,4	-	20,1	0,5	4,36	2,0	0,3	2,3	16,7	6,2	22,9	17,8
ECOBANK	-	26,2	-	-	-	-	1,0	0,3	1,3	1,0	0,3	1,3	1,7
PLANUT 2	-	12,3	-	-	-	-	1,0	0,3	1,3	1,0	0,3	1,3	1,7
PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche A	-	5,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,7
PLANUT 2 - substituée BGFI - tranche B	-	6,7	-	-	-	-	1,0	0,3	1,3	1,0	0,3	1,3	-
SIC-COFFOR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BGFI	1,5	13,2	-	1,1	-	4,36	1,0	-	1,0	1,5	0,6	2,1	-
PLANUT	1,5	11,2	-	1,1	-	1,41	-	-	-	0,5	0,6	1,1	-
JAPOMA	-	2,0	-	-	-	2,95	1,0	-	1,0	1,0	-	1,0	-
Banque Atlantique Cameroun	-	10,8	-	16,1	-	-	-	-	-	11,9	4,2	16,1	15,1
PLANUT	-	10,8	-	16,1	-	-	-	-	-	11,9	4,2	16,1	15,1
UBA	-	2,4	-	2,4	-	-	-	-	-	1,9	0,5	2,4	-
STADE OLEMBE	-	2,4	-	2,4	-	-	-	-	-	1,9	0,5	2,4	-
CREDIT FONCIER	-	3,2	-	0,5	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	1,0
LOGEMENTS SOCIAUX	-	1,2	-	0,5	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	-
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	1,8	10,1	-	-	0,5	-	-	-	-	-	0,5	0,5	-
Cession de créances ENEO 2020	1,8	10,1	-	-	0,5	-	-	-	-	-	0,5	0,5	-
<b>Dettes structurées non bancaires</b>	3,8	43,8	3,2	1,7	6,3	9,44	10,8	1,4	12,2	21,1	2,3	23,4	5,5
<b>Dettes titrisées</b>	2,3	24,6	0,3	-	2,2	4,49	4,5	1,4	5,8	6,3	1,9	8,3	0,5
SONARA	2,3	24,6	0,3	-	2,2	4,49	4,5	1,4	5,8	6,3	1,9	8,3	0,5
<b>Dettes non titrisées</b>	1,5	15,6	3,0	1,7	4,1	4,95	6,4	-	6,4	14,7	0,4	15,1	5,0
<b>Dettes vis-à-vis des Ent. Publiques et Parapubliques</b>	1,5	10,5	-	1,7	-	1,50	4,9	-	4,9	6,6	-	6,6	5,0
PAD	0,5	2,0	-	0,5	-	-	3,0	-	3,0	3,5	-	3,5	2,0
Paiement guichet CAA	-	-	-	0,5	-	-	-	-	-	0,5	-	0,5	2,0
Paiement guichet DGTCFM	-	-	-	-	-	-	3,0	-	3,0	3,0	-	3,0	-
SRC/BICEC/SIMAR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAMTEL	1,0	7,5	-	1,2	-	0,50	1,2	-	1,2	2,4	-	2,4	0,5
CAMWATER	-	-	-	-	-	0,50	-	-	-	-	-	-	0,5
SOPECAM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CDE	-	-	-	-	-	0,50	-	-	-	-	-	-	0,5
CAMRAIL	-	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIC	-	-	-	-	-	-	0,7	-	0,7	0,7	-	0,7	1,5
SONATREL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes vis-à-vis des Ent. Privées</b>	-	4,2	3,0	-	4,1	3,45	1,5	-	1,5	8,2	0,4	8,5	-
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ENEO	-	0,1	-	-	-	2,95	-	-	-	-	-	-	-
SITRABCAM	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESCROW ACCOUNT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G.I.D.E.P.P.E	-	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5	1,0	-	1,0	-
SCTB	-	-	-	-	0,5	-	-	-	-	0,5	-	0,5	-
MINOTERIES DU CAMEROUN - LA PASTA	-	-	-	-	-	0,50	-	-	-	-	-	-	-
<b>MARKETERS</b>	-	3,7	3,0	-	3,1	-	1,0	-	1,0	6,7	0,4	7,1	-
CORLEY (Marketer)	-	1,0	-	-	2,0	-	1,0	-	1,0	3,0	-	3,0	-
OLA - Energy	-	2,7	-	-	0,9	-	-	-	-	0,9	-	0,9	-
NEPTUNE OIL	-	-	3,0	-	-	-	-	-	-	2,8	0,1	3,0	-
TOTAL CAMEROUN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN OIL	-	-	-	-	0,2	-	-	-	-	0,2	-	0,2	-
Autres conventions	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes Non Structurées</b>	1,1	11,6	0,0	0,1	0,0	1,30	0,6	-	0,6	0,7	-	0,7	1,1
Dettes Commerciales	-	-	-	0,1	-	0,70	0,6	-	0,6	0,6	-	0,6	-
Dettes Locatives	-	-	-	0,0	-	0,50	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-
Indemnités	-	-	-	-	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-
Autres Dettes Non Structurées	-	-	0,0	-	-	0,10	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-
<b>Total Général</b>	8,2	217,7	3,2	21,9	6,7	15,1	13,4	1,7	15,1	38,5	8,5	47,0	24,4

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

### III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER (en milliards de FCFA)

Au cours du mois d'Avril 2021, les Restes à Payer de plus de trois mois n'ont pas connu de variation, Le stock évalué au 31 décembre 2020 est demeuré constant sous réserve des travaux de consolidation de la situation des Restes à Payer au 30 Avril 2021 au Ministère des Finances. Le tableau ci-après retrace l'évolution de la variation des RAP :

**Tableau 12 : Variations des restes à payer (en milliards de FCFA)**

Restes à Payer de plus de trois mois	Avril 2020 *	Décembre 2020 ***	Janvier 2021 ***	Février 2021 ***	Mars 2021 *	Avril 2021 *
BIENS ET SERVICES	-14,04	-3,1	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	-19,87	-4,1	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	-0,74	-0,1	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES TRANSFERTS	-0,09	-0,1	0,00	0,00	0,00	0,00
SUBVENTION	-0,49	-0,2	0,00	0,00	0,00	0,00
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	-5,13	0,6	0,00	0,00	0,00	0,00
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-0,19	-0,8	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Restes à Payer de plus de trois mois</b>	<b>- 40,6</b>	<b>- 7,8</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

\* données définitives    \*\* données semi-définitives    \*\*\* données provisoires    \*\*\*\* données estimées

Source : CAA/CNDP

## IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

### IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Au cours du mois d'Avril 2021, aucun financement sous forme de prêt n'a été contracté auprès des bailleurs de fonds aussi bien extérieurs qu'intérieurs.

A ce jour, deux conventions de financement extérieurs portant sur un montant global de 16,6 milliards de FCFA ont été signées depuis le début de l'année 2021.

Le tableau ci-après présente les caractéristiques des prêts contractés en 2021.

**Tableau 14 : Nouveaux engagements signés en 2021.**

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 31/03/21)	Concessionnalité
1	Financement du plan de riposte COVID-19	04/12/2020	15/01/2021	BDEAC	FCFA	15 000,00	15,00	15,00	Non concessionnel
2	Etude de faisabilité pour le prolongement de la ligne ferroviaire entre le Cameroun et le Tchad	19/02/2021	20/02/2021	FAD	FUA	2,00	1,60	1,56	Concessionnel
<b>TOTAL</b>							<b>16,6</b>	<b>16,6</b>	
<i>dont non concessionnel</i>							<b>15,0</b>	<b>15,0</b>	
<i>concessionnel</i>							<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	

Source : CAA/CNDP

Aussi, Il convient de relever que l'Etat a contracté le 23 mars 2021, un emprunt de 6,3 milliards de FCFA, auprès la CCA Bank pour le financement des Fonds de Contrepartie (FCP) du coût résiduel d'achèvement du complexe sportif d'Olembé, dont les travaux ont été repris par l'entreprise canadienne MAGIL.

### IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Au 30 Avril 2021 et comme constaté au 31 mars 2021, cinq (05) décrets d'habilitations signés par le Chef de l'Etat, d'un montant de 254,1 milliards de FCFA, sont en attente de la signature des conventions y afférentes.

Le tableau ci-après retrace l'objet et les caractéristiques des financements visés :

**Tableau 13 : Décrets d'habilitation signés en 2021.**

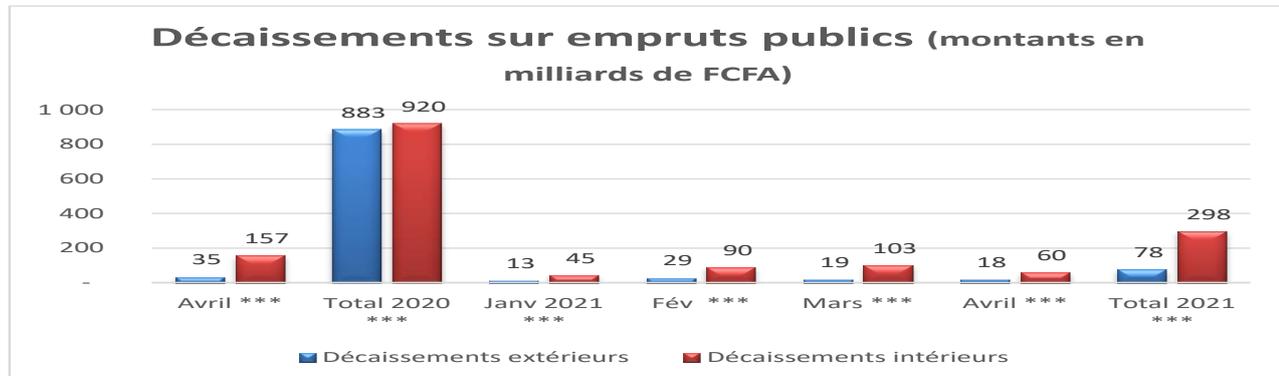
N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30 avril 2021)	Concessionnalité
1	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	22/06/2020	BAD	EUR	161,6	106,0	106,0	Concessionnel
2	Assistance technique chargée de réaliser l'Avant-projet détaillé et étude d'impact environnemental et social du Projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Belabo N'gaoundéré	20/07/2020	BEI	EUR	2,0	1,3	1,3	Concessionnel
3	Le financement du projet de réhabilitation et d'extension de capacité du système de traitement et distribution d'eau potable pour les villes de Buéa, Tiko et Mutenguéné	03/09/2020	Deutsche Bank	USD	5,0	3,0	2,7	Non concessionnel
4	Projet d'achèvement des travaux du complexe sportif d'Olembé dans la ville de Yaoundé	16/02/2021	Standard Chartered	EUR	84,1	55,2	55,2	Non concessionnel
5	Projet de réhabilitation de la pénétrante Est de la ville de Douala (phase 2)	16/02/2021	UKEF	EUR	135,5	88,9	88,9	Non concessionnel
<b>GRAND TOTAL</b>						<b>254,4</b>	<b>254,1</b>	

Source : CAA/CNDP

## IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les décaissements effectués sur les emprunts publics au cours du mois d'avril 2021 sont évalués à environ 78 milliards de FCFA, dont 77,0% de financements levés sur le marché intérieur (dont 45% de BTA) et 23,0% auprès des créanciers extérieurs. Le cumul des tirages enregistrés à fin avril 2021 est évalué à 376 milliards de FCFA et ont porté à : (i) 20,7% sur les décaissements extérieurs ; (ii) et 79,3% sur les tirages intérieurs.

Graphique 3 : Décaissements sur emprunts publics



Source : CAA

### IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Au cours du mois d'avril 2021 les décaissements effectués sur emprunts extérieurs sont évalués à 17,9 milliards de FCFA. Ces décaissements ont été effectués à hauteur de : (i) 77,9% auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ; (ii) 22,12% auprès des partenaires bilatéraux. Aucun décaissement n'a été enregistré auprès des créanciers commerciaux en 2021. Au 30 avril 2021, le cumul des tirages extérieurs s'élève alors à 78,3 milliards de FCFA.

#### IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

Suivant la répartition par bailleur, les tirages extérieurs effectués auprès des partenaires multilatéraux ont été décaissés principalement auprès du groupe de la BAD et se chiffrent à 6,8 milliards de FCFA, soit 48,6% des tirages multilatéraux et 37,5% des décaissements extérieurs globaux. Les tirages auprès des partenaires bilatéraux, se sont effectués principalement auprès de la France, pour un montant d'environ 3,7 milliards de FCFA, soit 93,7% des décaissements bilatéraux et 20,7% des tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs globaux.

Tableau 15 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Avril *	Total 2020 **	Janv 2021 ***	Fév 2021 ***	Mars 2021 ***	Avril ***	Total 2021 ***
Montants en millions de FCFA							
<b>Multilatéral</b>	<b>18 183</b>	<b>571 606</b>	<b>11 435</b>	<b>20 490</b>	<b>14 474</b>	<b>13 965</b>	<b>60 364</b>
BAD	3 706	153 917	3 200	4 866	3 396	6 156	17 617
dont Appuis budgétaires PEF	-	52 739	-	-	-	-	-
appuis budgétaires COVID-19	-	57 724	-	-	-	-	-
BID	2 369	64 729	4 735	11 466	4 146	5 967	26 316
BIRD	253	6 038	108	136	311	-	555
dont Appuis budgétaires PEF	-	-	-	-	-	-	-
FAD	960	9 665	157	868	654	633	2 311
FIDA	-	7 357	-	-	-	-	-
FMI	-	268 179	-	-	-	-	-
dont appuis budgétaires PEF	-	45 052	-	-	-	-	-
appuis budgétaires COVID-19	-	223 127	-	-	-	-	-
FS OPEP	-	1 017	213	114	-	119	446
IDA	10 728	59 062	3 021	3 040	5 966	1 091	13 118
dont appuis budgétaires PEF	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bilatéral</b>	<b>5 939</b>	<b>212 879</b>	<b>1 178</b>	<b>8 631</b>	<b>4 163</b>	<b>3 960</b>	<b>17 932</b>
FRANCE	3 350	44 690	968	3 144	3 824	3 710	11 646
Japon	381	6 336	184	4 359	339	130	5 011
Corée du Sud	-	1 548	-	636	-	120	756
EXIMBANK DE CHINE	-	134 879	-	-	-	-	-
INDE	2 044	20 558	-	492	-	-	492
KOWEÏT	96	813	26	-	-	-	26
<b>Commercial</b>	<b>10 468</b>	<b>89 955</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Bank of China	7 967	25 343	-	-	-	-	-
Belfius	2 501	5 318	-	-	-	-	-
Commerzbank Allemagne	-	13 377	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	-	529	-	-	-	-	-
Inter Islamic trade Finance Corporation	-	45 388	-	-	-	-	-
<b>Total Général</b>	<b>34 589</b>	<b>874 440</b>	<b>12 613</b>	<b>29 121</b>	<b>18 637</b>	<b>17 925</b>	<b>78 296</b>

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

#### IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Au cours du mois d'avril 2021, les décaissements (hors appuis budgétaires et prêts à court terme) ont été tiré pour : (i) 32,1% sur les ressources concessionnelles (ii) et 67,9% sur les ressources non concessionnelles.

S'agissant du cumul des tirages (hors appuis budgétaires et prêts à court terme) effectués entre janvier et avril 2021, il est évalué à environ 78,29 milliards de FCFA et provient 40,91% des prêts concessionnels.

Le tableau ci-après présente la situation des décaissements répartis par degré de concessionnalité.

**Tableau 16 : Décaissements par type de concessionnalité**

Rubriques	Avril 2020 *	Total 2020 **	Janv 2021 ***	Fév 2021 ***	Mars 2021 ***	Avril 2021 ***	Total 2021 ***
Montants en millions de FCFA							
<b>Multilatéral</b>	17 984	571 606	11 435	20 490	14 474	13 965	60 364
Concessionnel	14 677	473 083	4 778	6 510	7 070	2 745	21 102
dont Appuis budgétaires	-	378 642	-	-	-	-	-
FMI	-	268 179	-	-	-	-	-
BIRD	-	-	-	-	-	-	-
BAD	-	110 463	-	-	-	-	-
IDA	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	3 307	98 523	6 657	13 980	7 404	11 220	39 262
<b>Bilatéral</b>	5 939	212 879	1 178	8 631	4 163	3 960	17 932
Concessionnel	1 320	36 866	210	6 228	1 474	3 009	10 921
dont Appuis budgétaires AFD	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	4 619	176 013	968	2 403	2 689	951	7 011
<b>Commercial</b>	10 468	44 567	-	-	-	-	-
Concessionnel	-	13 377	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	10 468	31 190	-	-	-	-	-
<b>Total prêts à moyen terme</b>	<b>34 391</b>	<b>829 051</b>	<b>12 613</b>	<b>29 121</b>	<b>18 637</b>	<b>17 925</b>	<b>78 296</b>
Total appuis budgétaires	-	378 642	-	-	-	-	-
Total hors appuis budgétaires	34 391	450 409	12 613	29 121	18 637	17 925	78 296
dont	-	-	-	-	-	-	-
Concessionnel	15 997	144 684	4 988	12 737	8 544	5 754	32 023
Non Concessionnel	18 394	305 726	7 625	16 383	10 093	12 171	46 273
<b>Prêts à court terme</b>	-	45 388	-	-	-	-	-
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	-	45 388	-	-	-	-	-
<b>Grand total</b>	<b>34 391</b>	<b>874 440</b>	<b>12 613</b>	<b>29 121</b>	<b>18 637</b>	<b>17 925</b>	<b>78 296</b>

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

#### IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Trente (30) projets ont bénéficié des ressources décaissées auprès de partenaires extérieurs au cours du mois d'avril 2021. Depuis le début de l'année 2021, soixante-onze (71) projets ont effectivement décaissés des ressources auprès des bailleurs de fonds extérieurs.

Le tableau ci-après indique les projets ayant effectué des tirages au cours du mois.

**Tableau 17 : Décaissements par projet en millions de FCFA**

N°	Intitulé du Projet	Bailleur	Devise	Mars 2020 *	Total 2020 **	Janv 2021 ***	Fév 2021 ***	Mars 2021 ***	Avril 2021 **	Total 2021 ***	Taux de décaissement au 30 avril 2021
1	Programme d appui au secteur de transport phase 2-2017210	BAD	EUR	1 903	24 371	2 150	3 054	3 310	4 836	13 349	41,3%
2	Construction route batchenga ntui yoko lena tibati ngaoundéré	BID	EUR	428	23 084	1 878	7 293	1 997	3 032	14 201	63,3%
3	Projet d électrification rurale (phase 2)-2014208	BID	EUR	-	1 605	-	-	-	2 271	2 271	52,3%
4	Projet d aménagement du tronçon batchenga Ntui+construction pont sur sanaga	FRANCE	EUR	776	12 089	-	1 233	-	2 013	3 246	87,4%
5	Projet additionnel de renforcement de la performance de la santé	IDA	EUR	-	1 827	-	-	-	1 019	1 019	86,8%
6	projet d aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	BAD	EUR	722	2 923	1 039	-	86	749	1 874	26,9%
7	Projet AEP Ydé, Edéa, Bertoua et Ngaoundéré	FRANCE	EUR	-	3 373	-	-	1 135	746	1 881	96,2%
8	Projet de développement des capitales régionales (Bertoua, Bfssam et garoua)	FRANCE	EUR	2 284	15 615	968	-	2 115	670	3 753	88,7%
9	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	BAD	EUR	723	9 970	-	-	-	571	571	51,7%
10	Projet de développement intégré de Chari Logone 2	BID	USD	-	-	-	-	40	286	326	2,3%
11	projet d appui aux infrastructures rurales et au développement participatif du Grassfield	FAD	FUA	10	648	-	-	177	207	383	79,2%
12	Projet d assainissement pluvial de la ville de Ydé-PADY2	FRANCE	EUR	-	770	-	96	-	184	281	95,0%
13	RENFORCEMENT ET EXTENSION RESEAUX ELECTRIQUE DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION	FAD	FUA	-	2 089	-	807	93	160	1 061	64,1%
14	Projet de l Enseignement Technique au Cameroun	BID	ISD	-	587	-	-	168	134	302	38,8%
15	PRESIBALT-Prog de réhabilitation et de renforcement de résilience des systèmes socio-écologiques du bassin du Lac tchad	FAD	FUA	8	1 549	-	36	54	131	221	48,0%
16	Corridor Yaoundé-Brazzaville II (Mintom-Lele)	Japon	JPY	-	4 307	-	4 218	124	130	4 472	52,8%
17	Projet de construction de l hôpital de référence de Garoua	Corée du Sud	WON	-	1 548	-	636	-	120	756	47,5%
18	PROJET D ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE CERTAINS CENTRES	FS OPEP	USD	-	405	102	-	-	119	221	49,0%
19	PROJET D AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012201	FAD	FUA	164	1 599	-	-	42	104	146	33,8%
20	Projet d'expertise pour le développement de la région de Kribi et du complexe industriel portuaire	FRANCE	EUR	291	954	-	-	575	96	671	22,1%
21	Appui à la scolarisation dans les zones d Education prioritaire-2014205	BID	ISD	-	361	-	104	7	90	201	49,2%
22	Projet de la Valorisation des Investissements dans la Valley du Logone (VIVA LOGONE) -PPF	IDA	USD	-	954	194	-	207	62	463	44,7%
23	Projet participatif de développement rural intégré Grassfield	BID	USD	-	1 360	129	-	-	48	177	14,1%
24	Projet de développement du Mont Mbappit 2	BID	USD	-	1 191	486	200	115	46	846	20,2%
25	PROJET D ASSAINISSEMENT DE YAOUNDE POHASE 2	FAD	FUA	194	905	117	-	-	31	148	55,5%
26	-Projet agricole chaîne de valeurs	BID	USD	-	140	-	236	94	25	354	6,0%
27	ELEVAGE ET PECHE NORD OUEST-2013205	BID	USD	-	118	247	93	-	13	352	29,2%
28	projet agricole des chaines de valeur	BID	USD	-	-	-	-	-	12	12	0,1%
29	Projet d électrification rurale (phase 2)-2014207	BID	ISD	-	303	-	-	74	10	84	18,6%
30	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	IDA	EUR	-	4 023	-	96	2 945	10	3 050	8,3%

Source : CAA

### IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Au cours du mois d'avril 2021, l'Etat a effectué des décaissements sur ressources intérieures pour un montant de 60 milliards de FCFA, dont 30 milliards de FCFA d'émissions de BTA et 30 milliards d'émissions d'OTA de 7 ans de maturité. Ces décaissements ont été effectués uniquement via l'émission de titres publics.

Le cumul des décaissements effectués sur financements intérieurs au cours de l'année 2021 s'élève à 297,9 milliards de FCFA et se constitue de : (i) 52,5% d'OTA de 5 et 7 ans de maturités ; (ii) 45,3% de BTA ; et (iii) 2,1% de prêts bancaires directs.

Le tableau ci-après présente l'évolution, mensuelle desdits décaissements.

**Tableau 18 : Décaissements sur emprunts intérieurs**

Rubriques	Avril *	Total 2020 *	Janv 2021 *	Fév 2021 **	Mars 2021 ***	Avril *	Total 2021 ***
(Montants en milliards de FCFA)							
<b>Titres Publics</b>	<b>116,6</b>	<b>774,6</b>	<b>45,0</b>	<b>90,0</b>	<b>96,5</b>	<b>60,0</b>	<b>291,5</b>
<b>Bons de Trésor Assimilables (BTA)</b>	<b>10,0</b>	<b>413,9</b>	<b>45,0</b>	<b>40,0</b>	<b>20,0</b>	<b>30,0</b>	<b>135,0</b>
BTA 13 Semaines		20,0	10,0				10,0
BTA 26 Semaines	10,0	299,2	20,0	20,0	20,0	30,0	90,0
BTA 52 Semaines		94,7	15,0	20,0			35,0
<b>Obligations de Trésor</b>	<b>106,6</b>	<b>360,7</b>	<b>-</b>	<b>50,0</b>	<b>76,5</b>	<b>30,0</b>	<b>156,5</b>
<b>OTA (BEAC)</b>	<b>106,6</b>	<b>360,7</b>	<b>-</b>	<b>50,0</b>	<b>76,5</b>	<b>30,0</b>	<b>156,5</b>
OTA 2 ans		33,3					-
OTA 3 ans	35,0	35,0					-
OTA 5 ans	71,6	136,6	-	50,0	41,5		91,5
OTA 6 ans		93,0					-
OTA 7 ans		17,7			35,0	30,0	65,0
OTA 10 ans		45,0					-
OT (BVMAC)		-					-
Emprunt BEAC- avances statutaires (PM)		-					-
<b>Endettement Direct Bancaire</b>	<b>40,0</b>	<b>145,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>
<b>PLANUT</b>	<b>40,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
ECOBANK		-					-
ECOBANK 2 : sùstitu BGFI	-	35,0	-	-	-	-	-
Tranche A - 2019		-					-
Tranche B - 2020		35,0					-
Banque Atlantique Cameroun	40,0	65,0					-
<b>CAN 2019</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>
CCA Bank - FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE					6,3		6,3
<b>Autres conventions</b>	<b>-</b>	<b>45,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Général</b>	<b>156,6</b>	<b>920,4</b>	<b>45,0</b>	<b>90,0</b>	<b>102,9</b>	<b>60,0</b>	<b>297,9</b>

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

### IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 avril 2021, les SEND's de l'Administration Centrale représentent environ 12,8% du PIB, soit 3 080,5 milliards de FCFA. Ils se composent exclusivement de SEND's extérieurs.

#### IV.4.1. SEND's Extérieurs

Les SEND's extérieurs (hors appuis budgétaires) sont évalués à 3 080,5 milliards de FCFA au 30 avril 2021. Ces SEND's devront être mobilisés à hauteur de : (i) 55,5% auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, dont 648,4 milliards de FCFA à mobiliser sur les guichets IDA et BIRD de la Banque Mondiale, soit 37,8% des SEND's multilatéraux ; (ii) 26,3% auprès des bilatéraux, dont 631,8 milliards de FCFA à tirer sur les guichets de EXIMBANK Chine, représentant 77,7% des SEND's bilatéraux ; et (iii) 18,0% des créanciers commerciaux, dont 164,3 milliards de FCFA à tirer auprès de ICBC, soit 29,5% des SEND's commerciaux.

Suivant l'hypothèse d'exécution des projets bénéficiaires conformément au plan de décaissement, ces SEND's devraient totalement être décaissés d'ici 2025. Le tableau ci-après présente l'évolution ainsi que la répartition desdits SEND's :

**Tableau 19 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs**

Rubriques	SEND's au 30/04/2020 **	SEND's arrêtés au 31/12/2020 **	SEND's au 31/01/2021 ***	SEND's au 28/02/2021 ***	SEND's au 31/03/2021 ***	SEND's au 30/04/2021 **
<b>PRETS</b>	<b>(Montants en Milliards de FCFA)</b>					
<b>MULTILATERAUX</b>	<b>1 880,5</b>	<b>1 766,5</b>	<b>1 758,8</b>	<b>1 740,8</b>	<b>1 737,1</b>	<b>1 710,9</b>
BAD	542,4	510,0	506,8	501,9	498,5	492,4
BADEA	35,2	37,9	38,2	38,4	39,5	38,3
BDEAC	74,5	73,0	73,0	73,0	73,0	73,0
BID	382,4	313,8	311,2	300,8	302,1	290,3
BIRD	269,1	263,5	263,4	263,3	263,0	263,0
FAD	115,7	106,1	106,4	106,0	106,8	104,3
FIDA	13,5	35,6	35,7	35,9	36,4	35,8
FS OPEP	21,7	18,0	17,9	17,9	18,4	17,7
IDA	369,9	397,9	395,4	392,9	388,8	385,4
UE	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
<b>Appuis budgétaires</b>	<b>45,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>BILATERAUX</b>	<b>1 121,5</b>	<b>823,7</b>	<b>829,2</b>	<b>822,8</b>	<b>838,5</b>	<b>812,8</b>
ALLEMAGNE	2,4	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
FRANCE	86,4	44,7	43,8	40,6	36,5	32,8
<b>Appuis budgétaires AFD</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Japon	51,9	48,2	47,7	42,8	42,0	41,3
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
ARABIE SAOUDITE	22,4	19,3	19,4	19,5	20,1	19,5
Chine	-	5,2	5,3	5,3	5,4	5,3
Corée du Sud	18,7	16,7	16,4	15,8	16,2	15,8
Emirats Arabes Unis	45,1	8,0	8,1	8,1	8,4	8,1
EXIMBANK DE CHINE	814,7	623,6	630,2	632,6	650,1	631,8
EXIMBANK TURQUE	1,1	-	-	-	-	-
INDE	59,9	39,1	39,4	39,2	40,3	39,1
KOWEÏT	18,5	16,4	16,6	16,7	17,2	16,8
<b>COMMERCIAUX</b>	<b>624,6</b>	<b>554,3</b>	<b>555,9</b>	<b>557,1</b>	<b>563,8</b>	<b>556,8</b>
Bank of China	49,8	41,3	41,6	41,8	43,1	41,8
Belfius	24,5	19,6	19,6	19,6	19,6	19,6
BMCE Bank	-	20,9	20,9	20,9	20,9	20,9
Commerzbank Allemagne	-	18,2	18,4	18,5	19,0	18,5
Deutsche banque Espagne	52,0	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
ICBC	182,8	162,5	163,7	164,6	169,5	164,3
Inter Islamic trade Finance Corporation	64,3	18,9	18,9	18,9	18,9	18,9
INTESA SANPAOLO SPA	123,9	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2
Raiffeisen Bank Inter AG	4,2	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM B	9,5	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 626,7</b>	<b>3 144,4</b>	<b>3 144,0</b>	<b>3 120,7</b>	<b>3 139,5</b>	<b>3 080,5</b>
<b>TOTAL APPUIS BUDGETAIRES</b>	<b>45,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES</b>	<b>3 581,3</b>	<b>3 144,4</b>	<b>3 144,0</b>	<b>3 120,7</b>	<b>3 139,5</b>	<b>3 080,5</b>

\* données définitives \*\* données semi-définitives \*\*\* données provisoires

Source : CAA

#### IV.4.2. SEND's Intérieurs

Comme indiqué dans la conjoncture du mois de mars 2021, à fin avril 2021 le gouvernement ne dispose pas des SEND's intérieures.

## Travaux d'analyses en vue de la réduction des SEND's à problèmes

A fin avril 2021, les SEND's globaux sont évalués à 3 080,5 milliards de FCFA. Ce volume est en diminution de 2,6% par rapport au mois de mars 2021 ; situation qui s'explique par les décaissements nouveaux enregistrés au cours de la période.

Comme par le passé, le CNDP poursuit résolument le suivi actif de cet indicateur d'alerte sur le développement des projets à FINEX.

En effet, une série de mesures ont été initiées depuis quelques années à l'effet de réduire complètement le volume des SEND's à problèmes. Il s'agit entre autres des mesures visant l'accélération des décaissements des prêts-projets, et celles concourant à l'annulation progressive dans la base de données de gestion de la dette des SEND's liés aux projets déjà clôturés. De même, des travaux similaires sont menés à intervalle régulier par nombre d'Acteurs Institutionnels (à l'instar de la revue trimestrielle de l'exécution du BIP, organisée par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire), en vue d'évaluer la situation des crédits budgétaires alloués aux projets mis en œuvre par le Gouvernement en général, puis identifier les entraves éventuelles à leur bonne exécution.

Concernant ces entraves qui plombent l'exécution optimale des projets et par conséquent l'absorption des financements extérieurs, la revue de l'investissement public au terme du mois d'avril a permis de recenser :

- La faible maturation de certains projets ;
- La contractualisation tardive des projets et la faible capacité financière des entreprises adjudicataires ;
- La couverture budgétaire insuffisante par rapport au coût de certains projets à réaliser, et la mobilisation à contre temps des fonds de contrepartie ;
- Les lenteurs dans la libération des emprises de certains projets ;
- L'appropriation insuffisante des procédures d'exécution des fonds de contrepartie ;
- Les lenteurs dans l'octroi des avis de non objection de certains bailleurs de fonds ;

Des actions correctives spécifiques à ces entraves sont indispensables afin de fluidifier les crédits alloués aux projets, et devraient intervenir à plusieurs niveaux de décision.

Il convient cependant de relever qu'un rapport sur le portefeuille des projets actifs et de suivi des SEND's est en cours de finalisation à la CAA et sera mis à la disposition des autorités dans les prochains jours, afin de ressortir pour chaque projet, les difficultés liées aux décaissements et les propositions de solutions visant à absorber de façon efficiente les SEND's disponibles.

Par ailleurs, les travaux d'assainissement/d'annulation probable desdits SEND's se font continuellement.

## V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

### V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE hors Restes à Payer de moins de 3 mois

Évalué à fin avril 2021 à 9 595 milliards de FCFA, soit 40,1% du PIB, le portefeuille de la dette publique directe de l'Administration Centrale (y compris les Restes à Payer de plus de trois mois) se compose de 70,3% de dette extérieure et 29,6% de dette intérieure. Il importe de rappeler ici que dans cette partie, l'intégralité de la dette libellée en monnaie locale (FCFA) est considérée comme la dette intérieure.

Les principales caractéristiques des coûts et risques de ce portefeuille sont détaillés ci-après :

- Le portefeuille de la dette publique directe est composé de 70,3% de dette libellée en devises représentant 28,2% du PIB, et de 29,7% de dette libellée en monnaie locale correspondant à 11,9% du PIB.
- Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille qui correspond au coût de la dette est estimé à 2,6%, dont 2,5% pour la dette extérieure et 3% pour la dette intérieure ;
- Afin de rembourser la totalité de la dette publique existante, suivant les projections, il faudra en moyenne 8,0 ans. Il est relevé une longue maturité pour les prêts extérieurs (9,0 ans en moyenne) et une courte maturité pour les prêts intérieurs (3,9 ans en moyenne) ;
- Environ 20,3% du portefeuille est exposé au risque de taux d'intérêt, dont 24,8% pour la dette extérieure et 14,5% pour la dette intérieure ;
- Près de 70,3% du portefeuille de la dette publique est libellé en devises autres que le FCFA. Tenant compte de la part en Euro (parité fixe avec le FCFA) de 27,7 %, environ 42,6% dudit portefeuille est effectivement exposé aux variations de change.

**Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique**

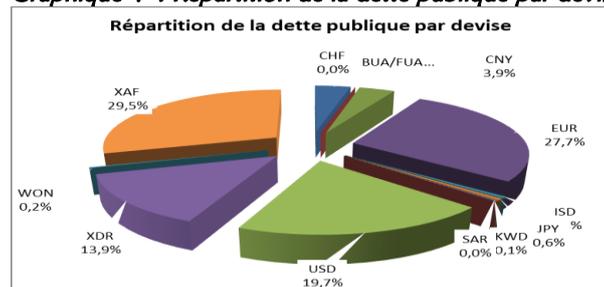
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieure	Dettes intérieure	Dettes totale*
Dettes nominale en milliards de FCFA		6 749	2 845	9 595
Dettes nominale (% du PIB)		28,2	11,9	40,1
Coût de la dette	Paieement d'intérêt en % du PIB	0,7	0,3	1,0
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,5	3,0	2,6
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	9,1	3,9	8,0
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	5,3	19,2	9,4
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	1,5	2,3	3,8
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,9	3,5	7,0
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	22,6	24,5	24,9
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	75,2	85,5	79,7
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			70,3
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			16,5

Source : CAA

### V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Le portefeuille de la dette publique se constitue des principales devises ci-après : le XAF pour 29,5%, l'Euro pour 27,7%, le Dollar US pour 19,7% et le XDR (DTS) pour 13,9%.

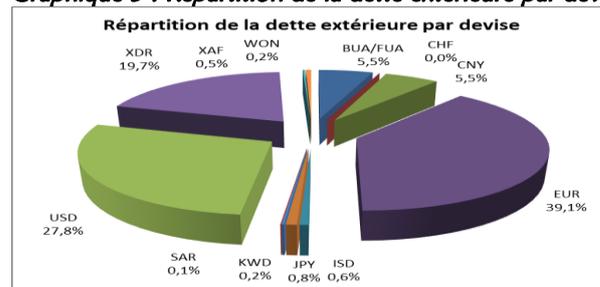
**Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise**



Source : CAA

Le portefeuille de la dette extérieure quant à lui, se compose majoritairement de l'Euro à hauteur de 39,1%, le Dollar US avec 27,8% et le XDR (DTS) avec 19,7%.

**Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise**



Source : CAA

# Une publication de la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

		
<b>Comité National de la Dette Publique</b>		<b>Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun</b>

**Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun**  
**Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique**  
**B.P. : 7167 YAOUNDE ♦ Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 ♦ Fax : (+237) 222 22 01 29**  
**Site internet : [www.caa.cm](http://www.caa.cm) ♦ E-mail : [caa@caa.cm](mailto:caa@caa.cm)**